8e Année. — N° 127. — 10 Mai 1932. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

DANS LA « LIBRE » ESPAGNE

Le scandale des déportations

par L. NICOLAS

Sébastien Faure et le Syndicalisme

LA TYRANNIE FRANÇAISE

DEFENSE AUX INDIGENES D'AVOIR DES COOPERATIVES

par un Malgache

Réponse à quelques critiques au sujet de l'U.R.S.S.

par R. LOUZON

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE.
La double leçon du premier tour de scrutin. A Vienne, condamnation de l'électoralisme syndical. Dans le Nord, condamnation de l'abdication syndicale. — L'explosion inévitable de l'Allemagne. — Les syndiqués de l'I.S.R. du service de l'armée japonaise.

LE SCANDALE DES DÉPORTATIONS. ..... **L. Nicolas**

M. FERNANDO DE LOS RIOS. **R. L.**

RÉPONSE A QUELQUES CRITIQUES AU SUJET DE L'U.R.S.S. ..... **R. Louzon**

PARMI NOS LETTRES.
200.000 assurés seulement aux caisses ouvrières. — Mme Hanau et Deterding. — Le « ralliement » au stalinisme. — Le « déboulonnage » de Lénine. — La marche des chômeurs et Jack London. — Le prolétariat américain s'éveillerait-il à la conscience de classe ?

DÉFENSE AUX INDIGÈNES D'AVOIR DES COOPÉRATIVES. ..... **Un malgache**

SÉBASTIEN FAURE ET LE SYNDICALISME.

POUR LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME.
La minorité de la Fédération de l'Enseignement. — Une déclaration de la Ligue syndicaliste. — Leur « Vie Ouvrière ». — La « protestation » de la grève de Vienne. — Elections d'abord ! Syndicalisme après ! — La réaction contre l'électoralisme syndical. — 213 voix !

A TRAVERS LES LIVRES.
Sécurité et Désarmement. — La politique et les partis. — Querelles de famille. — A l'ancien tonnelier. **J. Pera** **B. Giauffret**

FAITS ET DOCUMENTS.
Les Américains à la recherche d'alliés. — Mais Richetta est candidat ! — Les « chemises rouges » de Pendjab.

ENTRE NOUS.
Les réunions de notre Cercle d'Etudes d'Alger. — La « R. P. » bi-mensuelle.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La double leçon du premier tour de scrutin.
A Vienne, condamnation de l'électoralisme syndical.
Dans le Nord, condamnation de l'abdication syndicale.

C'est une magnifique leçon que les ouvriers de Vienne ont infligé aux électoralistes de la C.G.T.U. On sait avec quel cynisme effrayant, conformément d'ailleurs à leur théorie de la dépendance du mouvement syndical à l'égard du parti communiste, les dirigeants de la C.G.T.U. ont voulu faire servir l'admirable grève des tisserands de Vienne aux combinaisons électorales de leur parti. Après avoir, dès le début, fait de cette grève une affaire strictement électorale, avoir transformé ce mouvement de classe dirigé contre le patronat, en un mouvement de parti, dirigé non plus contre le patronat, mais contre un autre parti (le parti socialiste), après avoir été jusqu'à refuser toute aide extérieure qui aurait risqué de redonner au mouvement son caractère de classe, les dirigeants de la C.G.T.U. eurent le front, à quelques jours des élections, de faire rentrer, en vaincus, les grévistes à l'usine, en leur demandant par contre... de voter pour Richetta, le secrétaire de la Fédération du Textile, devenu candidat député ! On trouvera plus loin, à notre rubrique de la Renaissance du Syndicalisme, *le compte-rendu, historique, donné par l'*Humanité, *de cette lamentable réunion où fut proclamée, à la fois, la candidature de Richetta et... l'ordre de rentrée.*

A cette insolence, la réponse des ouvriers de Vienne a été d'une netteté admirable. Il y a quatre ans, le candidat du parti communiste, Berlioz, obtenait dans la 1re circonscription de Vienne : 1.076 *voix ; aujourd'hui, Richetta, fort ténor, Richetta qui a habité et milité plusieurs années à Vienne, Richetta qui venait de conduire une grève de six semaines englobant presque toute la population ouvrière de Vienne, Richetta obtient...* 794 *voix.*

Les travailleurs de Vienne ne pouvaient affirmer plus clairement qu'ils ont compris, à la lumière des faits, ce qu'est devenu le parti communiste : une machine à les dominer, non à les émanciper ; une machine qui ne cherche à réaliser les buts du prolétariat qu'à la condition que cela lui permettre d'établir sa propre domination sur le prolétariat. Autrement dit, un parti qui prend exactement le contre-pied du communisme: le communisme du Manifeste Communiste.

***

Mais il est une autre leçon, non moins importante, que les élections ont donnée au mouvement syndical.

Alors que dans les autres grandes régions ouvrières, le nombre de voix du Parti Communiste se maintient tout juste par rapport à ce qu'il était il y a quatre ans, ou bien marque un recul, il est une région où les voix communistes ont très sensiblement augmenté : c'est celle du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais. Dans l'ensemble des circonscriptions de Béthune par exemple, qui constituent la région minière par excellence, le nombre de voix communistes passe de 17.800 *à* 27.400, *soit un gain de près de* 60 %.

Quand on sait que les députés de cette région sont en même temps les chefs du syndicat confédéré des mineurs, la signification d'un tel vote, qui fait arriver parfois le candidat communiste presque à égalité avec le député socialiste sortant, ne fait aucun doute. Elle est que la politique de permanente abdication poursuivie par les dirigeants du syndicat des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, depuis les débuts de la crise, leur acceptation, sans lutte, des diminutions de salaires, ainsi que leur collusion manifeste avec les compagnies, dont ils se contentent d'être les porte-parole auprès du ministre, ont fini par soulever l'indignation des mineurs.

***

Double leçon donc, qui montre combien, malgré leur faible influence apparente, les militants syndicalistes, défenseurs de l'indépendance du syndicalisme et de l'unité ouvrière, répondent aux aspirations profondes de la classe ouvrière française. Ce que celle-ci veut, c'est une action de classe : un mouvement qui ne soit point celui d'une secte, quelle qu'elle soit, ne cherchant qu'à utiliser le mouvement ouvrier pour ses intérêts propres ; et un mouvement qui soit revendicatif, hardiment revendicatif, qui sache se dresser vigoureusement, chaque fois qu'il est nécessaire, contre le patronat et l'Etat, ne faisant jamais dépendre l'amélioration du sort de la classe ouvrière ou son émancipation de la bonne volonté des capitalistes.

En un mot, un mouvement qui soit indépendant : indépendant de ses maîtres d'aujourd'hui,

et indépendant de ceux qui voudraient être ses maîtres de demain.

La route est ouverte pour un tel mouvement. Qu'il parvienne à s'exprimer, et le succès lui est assuré. Mais quelle voix sera assez puissante pour l'exprimer avec suffisamment de force ?

L'explosion inévitable de l'Allemagne

Depuis les derniers succès hitlériens, depuis la suppression dans le budget anglais de toute prévision de recettes au titre des « réparations », il n'y a plus de doute que l'Allemagne ne paiera plus rien. Du jour d'ailleurs où a cessé l'occupation de la Rhénanie, c'était couru : à la première occasion favorable l'Allemagne cesserait de payer. Mais on se tromperait étrangement si l'on croyait que la cessation du paiement des « dettes de guerre » mettra fin à la question allemande.

Après 1870, Bismarck, avec son grand sens des réalités, avait estimé que le meilleur moyen pour l'Allemagne de digérer paisiblement l'Alsace-Lorraine était de permettre à la France de s'étendre... ailleurs. Aussi ne cessait-il d'encourager et de faciliter la politique de conquêtes coloniales inaugurée par la IIIe République : Tunisie, Indo-Chine, etc... Le résultat fut celui prévu : la France occupée en Afrique et en Asie, l'Allemagne put tranquillement, durant 40 ans, se livrer au développement intensif de ses ressources intérieures, à l'abri de toute complication extérieure. Cette tranquillité ne cessa que le jour où, abandonnant la politique de Bismarck, les hommes politiques allemands, voulant, eux aussi, avoir des colonies, se mirent à contrecarrer l'action de la France, lors de sa dernière conquête coloniale, celle du Maroc.

Les choses se présentent aujourd'hui d'une manière analogue, mais sont résolues d'une façon diamétralement opposée.

La bourgeoisie française ne pourra jouir en paix de ce que lui a donné le traité de Versailles, que si elle permet au capitalisme allemand de s'étendre, de prendre librement de l'expansion... quelque part. Mais telle n'est pas la politique des hommes politiques français ; qu'ils soient de droite ou de gauche, ils cherchent, au contraire, à barrer toutes les avenues par où une expansion de l'Allemagne pourrait se produire. Par exemple : permettre à l'Allemagne une expansion coloniale ? Mais où ? Tout est pris maintenant. Pour que l'Allemagne acquière des colonies, il faudrait que la France lui donne les siennes, c'est-à-dire abandonne une partie de ce que lui a donné le traité de Versailles, donc ce qu'il s'agit précisément de sauvegarder. — Permettre à l'Allemagne son rêve ? l'extension vers l'Est, le Drang nach Osten, mais celle-ci ne pourrait s'opérer qu'aux dépens des peuples slaves qui bordent l'Allemagne : Polonais, Tchèques, etc., qui sont les alliés de la France. — Au moins lui permettre de se rattacher l'Autriche que ne demande que cela (ainsi peut-être que la Hongrie), afin de constituer la Mitteleuropa, autre but de sa politique ? Mais non ! car alors l'Allemagne serait trop grande, elle deviendrait pour la France un ennemi trop puissant. Alors ? Quoi ? — Rien. Aucune expansion possible. La camisole de force.

Eh bien ! c'est peut-être très regrettable pour notre bourgeoisie mais c'est ainsi : il est impossible de maintenir dans la camisole de force pendant longtemps, un pays de 65 millions d'habitants qui est la première puissance économique de l'Europe et la seconde du monde, dont la métallurgie et les industries chimiques sont les premières d'Europe. Plus étroitement on la comprimera, et plus sûrement, un jour, elle explosera. L'hitlérisme est, avant tout, l'annonciateur de cette explosion.

Il y a quatre ans, en réponse à une absurde campagne déclanchée par le VIe Congrès de l'I.C. sur la guerre imminente, on a publié ici un article où l'on disait : pas de guerre avant dix ans ! Il y a quatre ans de cela ; il reste six ans à courir. Nous pensons qu'un tel délai est encore nécessaire pour que soient achevés les préparatifs moraux et diplomatiques que la guerre réclame. Celle-ci n'est donc pas encore pour demain, mais les événements de cette année ont largement contribué à la hâter, tant en ce qui concerne le conflit intérieur européen, qu'en ce qui concerne le grand conflit du Pacifique pour la domination du monde. Il ne nous étonnerait point que le délai de dix ans, fixé en 1928, ne soit pas dépassé de beaucoup.

Les syndiqués de l'I.S.R. au service de l'armée japonaise.

Le chemin de fer de l'Est-Chinois, concédé par la Chine à la Russie, continue à transporter pour les armées japonaises qui opèrent dans la Mandchourie du Nord : renforts, vivres, canons, munitions. Tous les ouvriers et employés russes de ce chemin de fer, sont syndiqués, et, naturellement, syndiqués à l'I.S.R., ce qui permet à l'I.T.F., l'organe de la Fédération Internationale des Transports, de poser la juste question suivante :

Pour terminer, une question en toute modestie : Quand entendrons-nous la protestation du mouvement se qualifiant de communiste, rempli d'élan révolutionnaire, contre le fait, que sur les chemins de fer de l'Est mandchourien, des cheminots russes, syndiqués dans l'organisation des cheminots adhérente à l'I.S.R., transportent des soldats japonais et des munitions japonaises ?

Voilà où conduit l'impérialisme ! Même baptisé soviétique ! Si les principes révolutionnaires d'octobre avaient été suivis, si, conformément aux déclarations de Lénine, la concession czariste de l'Est-Chinois, comme toute autre concession en pays étranger, avait été remise au pays auquel le czar l'avait arrachée, l'I.S.R. et le cheminot russe ne connaîtraient point cette honte !

Dans la "libre" Espagne

Le scandale des déportations

La mort du déporté, Antonio Soller, secrétaire du syndicat du bâtiment de Sallent, que nous avons rapportée dans le dernier numéro de la R. P., a ramené l'attention de l'opinion publique espagnole sur les 123 victimes de la Loi de Défense. Aussi, Quiroga, ministre de l'Intérieur, a-t-il trouvé qu'il était plus habile de libérer un certain nombre d'entre elles; en se débarrassant des déportés malades il tente d'esquiver la responsabilité qui pèse sur lui.

LA SITUATION DES DIFFERENTS GROUPES

Ainsi que nous l'avons dit, trente syndicalistes ont été mis en liberté à Las Palmas des Canaries, mais cette libération s'opéra dans les mêmes conditions d'arbitraire que celles qui caractérisent tout le système des déportations administratives. Les « libérés » furent invités à faire le voyage de retour vers Barcelone sur le même bagne flottant qui les avait traînés à travers les mers tropicales. Ils refusèrent absolument de réintégrer les cales fétides et l'infirmerie sinistre toute pleine encore, du martyr de Soller. Embarqués alors de force sur un bateau de guerre, les autorités de Cadix, premier port de la péninsule où ils firent escale, prétendirent les garder quelques jours encore sur le bâtiment qui les avait amenés ; et comme les « libérés » protestaient et exigeaient d'être mis en liberté, ils furent trainés à la prison de la ville, où ils durent recourir à la grève de la faim pour que l'ordre de libération du ministre de l'Intérieur fut enfin exécuté ; leur énergie fit céder les tyrans locaux et ils purent retrouver leurs parents et amis.

Mais 90 ouvriers syndicalistes continuent à subir la peine de la déportation. Plusieurs d'entre eux, abattus par les fièvres contractées pendant le voyage, sont restés à l'hôpital de Las Palmas. Quelques autres, les moins nombreux, ont été dirigés à l'île de Fuerteventura, l'une des îles Canaries ; il y a parmi eux Durutti et Domingo Ascaso. Pour vivre on leur donne 1,75 peseta par jour alors qu'il faut quotidiennement 10 pesetas pour pouvoir y subsister.

Mais le groupe le plus fort, comprenant environ 70 personnes, est à Villa Cisneros, dans le Sahara espagnol, où sa situation est vraiment tragique. Les bateaux de ravitaillement destinés à cette ville n'arrivent plus depuis quelques semaines. Les autorités n'avaient pas été prévenues à l'avance de l'arrivée des déportés ; aussi, aucun logement n'avait été aménagé pour eux. Comme subsistance le gouvernement leur fait passer pour 2,19 pesetas par jour de vivres corrompus et avariés ; sans argent, ne pouvant acheter du savon, ils sont en haillons, envahis par la vermine. Leur correspondance est fréquemment interceptée. Il leur est interdit de séjourner dans le quartier du port, le seul qui soit quelque peu habitable. Ils sont gardés par la police indigène armée de fusils et de matraques en caoutchouc. Il y a parmi les camarades les plus connus de ce groupe : Francisco Ascaso et Tomas Cano-Ruiz.

UNE PROTESTATION DE LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME DE CATALOGNE

Les protestations continuent dans toute l'Espagne; des meetings se tiennent dans les grandes villes ; des villages entiers couvrent par les signatures de leurs habitants les pétitions qui demandent le retour des déportés.

Jusqu'à la Ligue des Droits de l'Homme de Catalogne, elle-même, qui a cru nécessaire d'intervenir en lançant le communiqué suivant :

Il arrive constamment que les parents des citoyens frappés par la Loi de Défense de la République, sollicitent énergiquement que notre association intervienne en leur faveur. Par humanité, et en raison de nos principes qui nous amènent à protester contre toute loi d'exception, nous ne pouvions nous désintéresser de ces sollicitations.

Mus par ces motifs et par notre devoir qui est de veiller sur les droits individuels de tous les citoyens sans distinction de tendances politiques, nous nous sommes adressés, le 26 Février passé, à son Excellence Monsieur le Président de la Chambre des Députés (le Socialiste Besteiro L. N.), *en le priant de soumettre à la considération de la Chambre la proposition de remettre tous ceux qui ont été déportés, ou qui le seront, à la disposition des Tribunaux, seule sauvegarde des droits du citoyen. Nous n'avons même pas eu l'honneur d'une réponse; nous avions pensé dans notre naïveté que c'est parce que cette réponse serait un acte, mais il n'en a pas été ainsi. Quand nous en recherchons l'explication, nous n'y voyons qu'une raison politique, ce contre quoi nous devons protester énergiquement, car ainsi le droit de pétition, expressément reconnu et garanti par la Constitution n'est plus qu'un mot.*

Pour la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen de Catalogne :

Le Président: VENTURA. Le Secrétaire: REBOLLO.

Il est intéressant de confronter cette attitude avec celle des principaux protagonistes de la même Ligue en France : MM. Kayser, Victor Basch et Defoyer, organisèrent le 14 avril une réunion solennelle, où la République espagnole fut couverte de fleurs, sans que la Loi de Défense ne soulève aucune critique !

LA LETTRE D'UN DÉPORTÉ

Devant la carence de la prétendue « intelligentsia » française, la solidarité ouvrière doit s'affirmer plus vigoureusement que jamais. Sans parler des répercussions internationales qu'entraîne la déportation des syndicalistes espagnols, il ne faut pas oublier que la vie même des déportés est en jeu.

On ne peut mieux le montrer qu'en citant la lettre de Francisco Ascaso, adressée à sa compagne, où il relate la mort d'Antonio Soller. La voici :

Ma chère compagne,

Je t'écris et je ne sais pas si tu recevras cette lettre; je t'en ai écrites plusieurs et ne sais pas si elles te sont parvenues.

En ce moment, je crains de laisser seul un camarade qui est à l'agonie, empoisonné par les fièvres.

Il y a 15 jours qu'il a 39 et 40 degrés ; le médecin vient de nous dire qu'il n'arrivera pas vivant à Las Palmas, quoiqu'il ne nous reste plus que 6 heures pour y arriver.

C'est un camarade de Sallent, secrétaire de syndicat, il a 25 ans; nous souffrons tous beaucoup pour sa compagne et son petit fils qui n'a que quelques mois.

Je suis très impressionné par ce pauvre malheureux; l'impression est très douloureuse; c'est la première fois que je vois mourir quelqu'un dans de pareilles conditions; la mer nous fait rouler d'un point à l'autre; ce mouvement contribue à achever plus rapidement cette pauvre vie qui s'en va sans qu'il soit possible de la retenir; je voudrais faire un grand effort pour parer ce coup cruel; mais nous sommes de bien petites choses devant un monstre tellement grand qui jamais ne m'était apparu aussi terrible et déchaîné.

Beaucoup de camarades sont atteints des fièvres; parmi eux le camarade Perez qui est depuis 8 jours entre 39 et 40 degrés; c'est en vérité une terrible déportation; presque tous les camarades souffrent du mal de mer s'ajoutant aux fièvres.

Nous ne sommes plus que quelques-uns à ne pas être atteints ; je finis de t'écrire parce que je dois retourner vers celui qui meurt et il me semble que celui qui est à ses côtés peut empêcher cette tragédie de s'accomplir.

Je prends congé de toi avec bien des baisers.

Ton compagnon,

F. ASCASO.

La voix de nos frères espagnols puisse-t-elle être entendue !

L. NICOLAS.

Les protestations contre la loi scélérate

Dans une lettre à Léon Blum que publie l'*Etudiant Socialiste* d'avril dernier, Maurice Paz s'exprime ainsi sur la loi scélérate des socialistes espagnols:

Pour les socialistes espagnols, livrés à eux-mêmes, la défense de la « République » tient lieu de programme politique et social. C'est ainsi qu'ils sont amenés à se mettre en travers d'un développement révolutionnaire qu'ils devraient diriger, c'est ainsi qu'ils font porter au socialisme la responsabilité de mesures élaborées pour la défense de l'ordre. De quel ordre ? C'est ici que gît la cruelle ironie de l'histoire: d'un ordre avec lequel le socialisme a engagé une lutte mortelle.

Un exemple précis: les socialistes espagnols ont voté la fameuse loi de défense de la République, cette loi qui, parmi tant d'analogies avec la sinistre Loi Le Chapelier (1), aboutit en fait, comme sa devancière, à priver la classe ouvrière du seul moyen efficace de lutte et de salut: la grève.

Ce n'est pas à vous que je rappellerai le sens que Marx attachait à la loi Le Chapelier, qu'il cataloguait dans son terrible chapitre sur la « législation sanguinaire contre les exploités », ce n'est pas à vous qu'il faut remettre en mémoire le commentaire de Jaurès, dénonçant une loi qui, sous une apparence de symétrie (comme en Espagne !) a pesé sur les travailleurs de France pendant soixante-quinze ans...

(1) Loi votée par la Constituante au début de la Révolution française interdisant toute coalition et toute association entre les ouvriers. Elle resta en vigueur près d'un siècle, jusqu'à la loi sur les syndicats de 1884. (N.D.L.R.).

Ce parallèle, je l'ai exposé à une réunion d'information de notre parti sur la question espagnole, et j'ai eu le sentiment de traduire la pensée de nombreux socialistes.

Et nous nous tairions ! Nous laisserions croire à nos camarades espagnols, au moment où la répression fait déjà usage de cette loi contre le mouvement révolutionnaire, que nous les approuvons en vertu d'on ne sait quelle solidarité !

Un journal radical de droite, « la Volonté », a — par la plume de Georges Pioch — protesté contre la déportation, sans jugement, des militants ouvriers espagnols. Mais le « Populaire » et la grande presse officielle socialiste continuent à se taire.

UN MAGNIFIQUE HYPOCRITE

M. Fernando de los Rios

Ce Monsieur, professeur de son métier, ne dépare pas la collection de ces « intellectuels professionnels » chargés de commettre les pires saloperies, en les recouvrant d'appels enflammés au Droit, à la Justice et à la Morale.

Dans un discours qu'il a prononcé à l'occasion de l'anniversaire de la République Espagnole, il a osé conclure par une invocation à la **«loi morale»** ! Loi morale qui est « un trait fondamantal de l'âme espagnole (sic) » ; loi morale que la République doit favoriser « sous peine d'arrêter l'essor culturel de l'Espagne ».

Or ce Monsieur qui ose se réclamer de la « loi morale », a, au retour d'un voyage en Russie en 1920, écrit un livre dans lequel il s'élevait avec la plus grande indignation, contre les procédés des tribunaux révolutionnaires soviétiques, parce que leurs jugements n'étaient pas susceptibles d'appel, ni même, en certains cas, de cassation, et que certaines restrictions étaient apportées à la défense (1). C'est ce même homme, qui, aujourd'hui ministre, fait déporter **sans jugement,** non point par jugement sans appel, et avec une défense réduite, mais **sans aucun jugement** et **sans aucune défense** plus de cent militants ouvriers, cent militants syndicalistes, qui n'ont été ni inculpés, ni accusés, ni défendus, ni jugés !

Immonde Tartuffe !

R. L.

(1) Mi Viage a la Russia sovietista. Page 83 et suivantes.

Les guerres dont on ne parle pas...

D'un rapport de Pietri au Président de la République, publié à l'Officiel du 6 avril:

A la suite de l'attaque du poste civil de Bocarangua (Oubangui-Chari) en novembre 1930, des opérations répressives durent être entreprises contre les rebelles.

Grâce aux mesures judicieuses prises par le capitaine Boutin, chef des différents détachements, les rebelles durent se soumettre après trois combats principaux livrés à Kellé, à Touga et à Koudoye.

Au cours de ces affaires...

Réponse à quelques critiques au sujet de l'U.R.S.S.

J'ai reçu d'un lecteur de la « R. P. » une lettre où il est dit :

Je comprends parfaitement que vous n'approuviez pas tout ce qui se tente en U.R.S.S. ni surtout les moyens employés, mais je ne peux concevoir que vous en arriviez à des critiques aussi répétées et aussi violentes.

Il me semble que si l'on tient compte de l'immense misère de la Russie en 1921-22, on conçoit qu'il ne soit pas si aisé de faire passer un immense pays d'un état à un autre diamétralement opposé. Il me parait donc normal que des erreurs, *inévitables dès que l'on agit*, aient été commises.

Et j'en arrive au plus important:

Croyez-vous qu'il y ait intérêt à souligner, à amplifier presque, les erreurs commises, sans indiquer, en contre-partie, les difficultés à vaincre.

Un autre camarade, collaborateur de la « R. P. », m'écrit pareillement :

Je ne critique et ne discute aucun des textes publiés, aucun des chiffres fournis. Mais je voudrais voir, en face, d'autres textes et d'autres chiffres, le positif à côté du négatif.

Enfin, un troisième se plaint que je me laisse « emporter par ma passion de dialecticien ».

Tous ces reproches seraient vrais s'il n'y avait actuellement en U.R.S.S. que des « erreurs », de « mauvaises choses » a côté de « bonnes ». Ils tombent au contraire, si on est en présence, non d'une révolution, avec ses erreurs, mais d'une contre-révolution. Toute la question est là. Il ne s'agit pas de savoir si telle ou telle mesure est « bonne » ou « mauvaise », mais ce qu'elle caractérise : une Révolution ou une Réaction, le Socialisme ou le Fascisme ?

Qu'est que le Socialisme ? Le Socialisme, c'est tout le pouvoir au prolétariat. Tout le pouvoir au prolétariat afin de réaliser l'égalité entre les hommes. Le Travail est maître afin que « qui ne travaille pas, ne mange pas », et que « qui travaille également puisse manger également ». Or, sur ces deux points : pouvoir des travailleurs et égalité entre les travailleurs, c'est l'exact contre-pied du socialisme que prend le régime stalinien.

Un Etat fasciste n'est pas la dictature du prolétariat

Où est en Russie, actuellement, le pouvoir des travailleurs ? Quel pouvoir possède actuellement, en quelque matière que ce soit, le travailleur russe ? En dehors du droit d'applaudir au maître du jour : aucun ; ni dans le domaine politique, ni dans le domaine économique. Pas plus pour discuter de ses conditions de travail que de la politique à suivre, à l'intérieur ou à l'extérieur, l'ouvrier russe n'a le droit de discuter ; il n'a que celui d'approuver.

Ses syndicats ont moins d'indépendance même que les corporations fascistes. Les soi-disant contrats collectifs qui fixent ses conditions de travail sont des contrats conclus par une même personne : l'Etat, sous deux visages. C'est l'Etat sous forme de trust d'entreprise qui traite avec l'Etat sous forme de « syndicat ». Le Congrès des Soviets, organe suprême du pouvoir politique d'après la Constitution, est mis dans l'incapacité d'exercer une action politique quelconque, par la brièveté et la rareté de ses sessions. C'est une assemblée de pur apparat, doté de moins de pouvoir que le Sénat de Napoléon !

Dictature du prolétariat, cela signifie que tout le pouvoir doit venir du prolétariat, c'est-à-dire d'en bas. Or, sous le régime stalinien, c'est exactement le contraire : tout le pouvoir vient d'en haut. Personne n'est nommé par la collectivité ; chacun est désigné par son supérieur. Au lieu du principe prolétarien de la « délégation », c'est le principe fasciste de la « hiérarchie ». Au lieu de la dictature d'une classe, la dictature d'un homme : celui qui est en haut de la hiérarchie, le « Duce ». Entre Staline et Mussolini, il est impossible de discerner la moindre différence dans la nature de leur pouvoir. Entre la bureaucratie hiérarchisée du parti communiste, chargée de faire exécuter par tous, les ordres de son secrétaire général dont elle dépend exclusivement, et la bureaucratie hiérarchisée du parti fasciste, chargée de faire exécuter par tous, les ordres du « Duce » dont elle dépend exclusivement, quelle différence ? — Si, une ; la franchise : la franchise du côté fasciste. Les fascistes ont, eux, proclamé ouvertement ce qu'ils appliquaient. Ils ont établi une théorie de l'Etat, fondée sur le principe de la hiérarchie (Gerarchia), en accord avec leur pratique, au lieu de la dissimuler sous le mensonge de la « dictature du prolétariat ». Ah ! qu'on relise, — disons-le encore une fois — ce qu'entendaient, par dictature du prolétariat ceux qui créèrent cette expression. Qu'on relise quelle sorte d'Etat prolétarien Marx avait perçu à travers la grandiose expérience révolutionnaire que fut la Commune de Paris ! Qu'on relise le livre admirable de Lénine sur l'Etat et la Révolution ! Et l'on comprendra toute l'opposition qu'il y a entre l'Etat prolétarien et l'Etat fasciste. Entre l'Etat fondé sur la liberté et le pouvoir des travailleurs, et l'Etat fondé sur la domination d'une caste, soumise elle-même, dans le but d'assurer sa propre domination, à la volonté d'un homme !

Or, la forme de l'Etat conditionne la nature de ses réalisations. Un Etat fondé sur la hiérarchie ne peut réaliser l'égalité économique. Les nombreuses mesures que nous avons dénoncées qui montrent que l'Etat stalinien tourne de plus en plus le dos à l'égalité, ne sont pas le résultat d'un accident, elles sont la conséquence nécessaire et inévitable du régime politique.

Sous un tel régime c'est un mensonge que de parler de propriété collective. Le droit de propriété, c'est le droit de diriger, de jouir, et de disposer. Or, ce droit n'est actuellement qu'entre les mains de

Staline. En réalité, en Russie, il y a actuellement propriété individuelle : une monstrueuse propriété individuelle. Toute la Russie est, en fait, la propriété d'un homme qui, assisté de quelques conseillers, la fait gérer par un corps immense d'intendants, et en assure la garde par une armée de policiers. Dans les anciens Empires, le principe était que le monarque était seul propriétaire, que tout le sol, les récoltes, les bestiaux, les fortunes, sous quelque forme qu'elles soient, lui appartenaient. Ce principe qui était alors plus ou moins parfaitement réalisé, l'est maintenant intégralement par Staline. Ce n'est pas la collectivité, ce n'est pas le prolétariat qui est propriétaire en Russie, puisqu'il n'a aucun droit de gestion, c'est l'Etat, et l'Etat c'est Staline.

Nous n'entendons pas être dupes. Le premier devoir d'un révolutionnaire est de voir clair. Napoléon pouvait graver sur ses écus : « République Française. Napoléon Empereur », les républicains — ceux qui n'étaient ni aveugles ni corrompus — ne pouvaient pas ne pas voir qu'avec Napoléon empereur il n'y avait plus de République ; Staline peut continuer à appeler « dictature du prolétariat » sa propre dictature, les partisans de la dictature du prolétariat — ceux qui ne sont ni aveugles, ni corrompus — ne peuvent pas ne pas voir que la dictature du prolétariat, en Russie, est morte. Après s'être, au cours des journées glorieuses de 17 et des années suivantes, emparé du pouvoir, le prolétariat russe se l'est laissé enlever. Il n'a fait que changer de maître. Prendre un maître à la place d'un autre n'est pas la voie qui mène au socialisme. Croire au « bon maître » est une utopie.

L'industrialisation n'est pas le socialisme

Mais... il y a le plan quinquennal. Ce plan qui a rallié à la Russie stalinienne tant de « techniciens », d'hommes d'affaires, d'industriels, de littérateurs, d'intellectuels et d'anciens fascistes, tous anciens ennemis de la Russie d'octobre devenus les plus chauds laudateurs de la Russie de Staline. Ils ont, en effet, en celle-ci retrouvé quelque chose qu'ils connaissaient bien, quelque chose de tout repos : ce vieux capitalisme d'Etat, qui a toujours été très développé en Russie, et qui leur a toujours, autrefois, permis de si fructueuses affaires.

Chaque fois que la Russie veut faire un effort pour s'européaniser — et tel est le but essentiel du plan quinquennal — elle le fait — pour des raisons qu'il serait trop long de rechercher pour le moment — par le moyen d'une intervention de l'Etat. Avec une grande perspicacité, Sorel avait, dès octobre, indiqué que les bolchevicks reprenaient l'œuvre de Pierre-le-Grand : porter la Russie au niveau des pays de l'Europe occidentale. Pour ce faire, Pierre-le-Grand avait doté la Russie d'une façade moderne, une façade européenne, plus moderne et plus européenne même que l'Europe d'alors : il avait construit Saint-Pétersbourg. Aujourd'hui, le but de Staline est de construire un nouveau Pétersbourg plus étendu et plus grandiose : il s'agit de doter la Russie d'usines « modernes » et « gigantesques » à l'instar des usines d'Allemagne et d'Amérique, tout comme Pierre avait construit Pétersbourg et Peterhof à l'instar de Paris et de Versailles.

Cette industrialisation qui, à la manière dont elle est conçue, sent terriblement l'artificiel, sera-t-elle autre chose qu'une façade, une façade comme le fut Pétersbourg ? Il est trop tôt pour en juger avec certitude. Mais façade ou réalité, l'industrialisation est une chose, et le socialisme en est une autre. L'Allemagne, les Etats-Unis se sont industrialisés l'une et l'autre en vingt ans ; quel rapport cela a-t-il avec le socialisme ?

Les Russes peuple « inférieur » !

Mais..., dit-on encore, n'oublions pas que nous sommes en Russie, que le peuple est très « en retard » et que, par suite, un régime de dictature est peut-être, après tout, ce qui lui convient le mieux. Tel était notamment le raisonnement que tenaient récemment à une de nos camarades russes, des membres du Parti Ouvrier Belge, « démocrates » cependant s'il en fût, au retour d'un voyage en Russie. Pareillement un camarade français pense qu'il convient d'attaquer à fond le parti communiste français, mais... il ne faut pas toucher au régime de l'U.R.S.S. ! Comme si tout le monde, y compris ce camarade, ne savait pas que le parti communiste français n'a aucune indépendance, aucunes méthodes propres, et que ce qu'il applique ici, n'est que la transposition pure et simple des méthodes qui gouvernent l'U.R.S.S., avec cette circonstance aggravante que là-bas il y a, en plus, pour les imposer, la force du Guépéou. La domestication des syndicats en France par le parti communiste n'est que l'application de la domestication de la classe ouvrière en Russie par l'oligarchie soviétique. On ne peut être à la fois pour ceci et contre cela. Désapprouver le parti français et approuver le parti russe, ce n'est pas autre chose que de dire comme ces social-démocrates belges : ces méthodes nous n'en voulons pas pour nous, mais pour les Russes ça va très bien; pour nous autres, « gens supérieurs », nous n'acceptons pas de dictature, mais pour ce peuple « inférieur » que sont les Russes, la dictature est chose excellente.

C'est là un raisonnement bien connu ; c'est un raisonnement que, pour notre part, nous avons entendu maintes et maintes fois dans la bouche des colonisateurs, particulièrement dans celle des colonisateurs qui se disent socialistes ! Chez eux, le « il faut un dieu pour la canaille » s'est transformé en : « il faut un maître pour l'indigène ». Les peuples soumis à l'impérialisme européen sont des « races inférieures » qui ne sont pas suffisamment « évoluées » pour pouvoir jouir de « notre liberté » ! Ce sont des membres éminents de la Ligue des Droits de l'Homme, mais ils admettent parfaitement que pour les indigènes, il n'y ait ni droit, ni garantie, seulement des juridictions d'exception ; les « droits de l'homme », pour eux, ne sont pas un article d'exportation.

C'est exactement de cette même mentalité que procèdent tous ces honorables démocrates, français et belges, qui, antibolcheviks pour leur pays, sont staliniens pour l'U.R.S.S. Ces socialistes belges appliquaient à l'U.R.S.S. exactement la même doctrine que celle qu'ils appliquent à leurs nègres du Congo.

Eh bien ! Cette doctrine n'est point la nôtre. Nous ne sommes point des esclavagistes. Nous n'avons point une doctrine socialiste pour nous, et une doctrine fasciste pour les autres. Nous ne pensons point

qu'il y ait des peuples inférieurs et des peuples supérieurs ; des peuples qui ont besoin du knout et des autres qui seuls ont droit à la liberté. Nous laissons ces croyances intéressées à la suffisance petite bourgeoisie des intellectuels admirateurs de Gobineau.

Pour la Révolution russe, contre la réaction stalinienne

Voilà donc les principales raisons pour lesquelles nous ne saurions avoir à l'égard de la réaction stalinienne ni l'indifférence, ni l'indulgence qu'on nous demande. Il ne s'agit point, répétons-le, de divergences sur des points de détail, mais d'une opposition de principe.

De notre déclaration ceux qui ont assisté à la Révolution russe, en indifférents ou en adversaires, pourront sans doute triompher, et nous dire, pleins de leur supériorité : nous vous l'avions bien dit ! nous vous avions bien dit que la Révolution russe ne pourrait rien donner ! Hein ! vous vous repentez maintenant !

Nous ne nous repentons aucunement. Que les événements se répètent, même en ayant la certitude de là où ils doivent conduire, notre attitude serait la même. Même en sachant que Lénine doit aboutir à Staline, et la dictature du prolétariat à celle du Duce, nous agirions exactement de la même manière. Nous ne sommes et ne serons jamais de ceux qui boudent aux 14 juillet, sous le prétexte qu'ils sont suivis de Brumaire (1). Le camarade qui s'en prenait à « ma » dialectique avait tort ; la seule dialectique qui intervienne ici est la dialectique de l'histoire. Nous savons que l'histoire ne procède jamais en ligne droite. Qu'un pas en avant est suivi d'un pas de côté. Mais nous savons aussi que celui-ci ne ramène jamais au point de départ. « Toute action, tout pas en avant, tout mouvement réel » est un fait positif que rien ne saurait annuler. Octobre, l'expropriation des expropriateurs, Octobre, tout le pouvoir aux Soviets, Octobre, l'égalité entre tous les travailleurs, égalité tout juste rompue en faveur de ceux qui jusque là avaient été les plus « méprisés » et les plus « offensés », octobre qui fut tout ce qui est nié maintenant, est la plus grande action, le plus grand pas en avant, le plus grand mouvement réel qui ait jamais été fait. C'est le premier acte décisif de la Révolution Sociale. A travers toutes les vicissitudes, malgré tous les retours momentanés en arrière, ce qu'octobre a lancé dans le monde ne disparaîtra pas. C'est parce que nous sommes fidèles à la Révolution russe que nous sommes les ennemis de la réaction stalinienne ; et c'est en vertu de la même logique que parmi les anciens étrangleurs de la Révolution russe, se trouvent aujourd'hui si nombreux les apologistes de Staline !

R. LOUZON.

P.S. — Dans l'*Ecole Emancipée* le camarade Hérard a fait sur le commentaire que nous avons donné de l'ordonnance stalinienne sur les salaires dans la métallurgie (*R. P.* de décembre 31) une remarque judicieuse dont nous parlerons la quinzaine prochaine.

(1) Nous saurions même rallier, si c'était nécessaire, les étendards de l'homme de Brumaire, pour marcher contre Louis XVIII.

La destruction des bolcheviks

Les journaux trotskystes annoncent la mort à Akmolinsk, en Asie centrale, de Liola Tsulukidze. Cette camarade était membre du parti bolchevik depuis 1905. Restée bolchevik, elle fut déportée par Staline d'abord à Kokand, dans le Turkestan, puis, malade à Andijan, et enfin à Akmolinsk, l'un des pires endroits de l'Asie centrale ; elle y est morte peu après son arrivée.

***

Tous les révolutionnaires, qui terminent actuellement leurs trois années d' « isolateur politique », sont condamnés à nouveau ipso facto *par le Guépéou à trois nouvelles années. Bien entendu, il en sera ainsi jusqu'à leur mort.*

***

Nous n'avons malheureusement aucune nouvelle de ceux qui appartenaient à la tendance connue sous le nom de ses chefs de file, les bolcheviks Sapronov et Smirnov. Ce furent ceux-là qui constituèrent le plus vigoureux centre de résistance à la contre-révolution stalinienne, et furent, pour cela, déportés dans les zones les plus froides de l'Extrême-Nord sibérien.

NOUS AVONS REÇU :

G. BONNEAU : *Japon et Mandchourie* (Vanier).

Brochure de propagande impérialiste d'un professeur (*sic*) à l'Université de Kyoto, et répandue actuellement en France par dizaine de milliers d'exemplaires par les soins du gouvernement japonais.

Nous souhaitons à M. Bonneau que ça lui rapporte beaucoup d'argent.

Dr H. MANDEL : *La crise. Ses causes. Ses remèdes* (Dernières Nouvelles de Strasbourg).

Donne l'idée de l'infini par l'immensité de sa bêtise. L'or n'a qu'une valeur conventionnelle ! Avant 1914 il n'y avait pas de crises générales !! Si les chômeurs ne travaillent pas, c'est qu'ils reçoivent des subsides !!! (A preuve les 8 millions de chômeurs des Etats-Unis qui ne reçoivent pas de secours de chômage). Et enfin, bouquet : pour supprimer la crise il n'y a qu'à envoyer les ouvriers industriels travailler la terre !!!! (Alors que c'est pour les produits agricoles : blé, vin, coton, sucre, café... que la surproduction est la plus grande).

Dr EDGAR STERN-RUBARTH : *Stresemann l'européen* (Valois).

158 pages de louanges très lourdes qui n'arrivent pas à faire naître l'intérêt pour ce bourgeois de gauche, marchepied d'Hitler.

H. R. KNICHERBOCKER : *Les progrès du plan quinquennal.* (Valois).

Série d'observations faites par l'auteur — un américain, semble-t-il — au cours d'un voyage effectué sur le « front industriel » durant l'automne 1930. Ouvrage intelligent.

A. C. AYGUESPARSE : *Machinisme et culture.* (Valois).

La machine est-elle une bonne chose ? La machine est-elle mauvaise ? Ces questions ne signifient pas grand chose. L'auteur s'en aperçoit et conclut en un style volontairement abscons qu'il faut renverser le capitalisme. « *La Révolution sauvera l'Esprit* ».

V. KOROLENKO : *Le musicien aveugle.* (Valois).

Un livre d'avant-guerre, émouvant par la psychologie profonde de l'âme d'un aveugle-né pour qui la vie ne prend une signification que le jour où il est persuadé « qu'il sera rappelé aux heureux qu'il existe des malheureux ».

Parmi nos Lettres

200.000 assurés seulement aux caisses ouvrières Nous transmettons à Réchou la requête suivante d'un de nos lecteurs :

Je regrette que dans son article sur les Assurances Sociales paru dans le dernier numéro, l'auteur n'ait pas indiqué — car nous ne sommes pas des gens qui avons peur de la vérité — que le bilan des Assurances Sociales se traduit, à l'heure qu'il est, par les chiffres approximatifs suivants:

Adhérents aux caisses mutualistes: 4 millions;
Adhérents aux caisses d'Etat: 3 millions;
Adhérents aux caisses ouvrières: 200 mille.

Il faudrait demander à Réchou de donner des chiffres précis sur ce point, car, pour agir, il faut savoir d'où l'on part. Et l'on part d'un bilan bien lamentable...

***

Mme Hanau et Deterding Un de nos camarades, qui se tient soigneusement au courant des affaires financières, nous écrit :

Les raisons que donne « le Canard Enchaîné » de l'arrestation de Mme Hanau, et que la R. P. a reproduites, ne sont que des raisons accessoires; la vraie raison est qu'après Kreuger, la Royal Dutch est menacée. Et comme Forces, le journal de Mme Hanau, avait donné de dangereux détails sur la situation précaire du groupe Deterding, la finance internationale aux abois a obtenu son arrestation.

Les attaques de « Forces » contre le grand trust pétrolier anglais de la Shell-Royal Dutch et son maître le financier Deterding, ont, en effet, été la raison officielle de l'arrestation de Mme Hanau, ce qui est d'ailleurs formidable et rappelle à s'y méprendre la fameuse information « contre X » ouverte par Péret, alors garde des sceaux, contre ceux qui se rendaient coupables d'attaques contre les valeurs Oustric.

L'arrestation de Mme Hanau n'a d'ailleurs nullement empêché les valeurs Deterding de baisser. Ce n'est que plusieurs jours après, en effet, que la Royal Dutch a subi une baisse terrible, à la Bourse de New-York, baisse qui confirmait les accusations de Mme Hanau. Depuis lors, à la suite d'un communiqué très optimiste du Conseil de la Royal Dutch, les cours ont un peu remonté.

Quelle est la situation véritable ? Nous n'en savons rien ; mais il est certain que la finance fera tout pour sauver Deterding, car si, après Kreuger, colosse éminemment « respectable » mais récent, Deterding, colosse encore plus « respectable » et plus ancien, s'effondrait, ce serait un coup terrible pour cette fameuse « confiance » qui est l'une des conditions nécessaires au développement du capitalisme.

***

Le « ralliement » au stalinisme. D'une de nos lectrices :

Savez-vous qu'il y a nombre de jeunes ouvriers ou employés, non communistes, *mais admirateurs passionnés du stalinisme? Le prestige de l'U.R.S.S. a considérablement augmenté; toutes les investigations bourgeoises faites en Russie ont conclu au bonheur du peuple.*

Sans aucun doute.

Lorsque la République devient conservatrice, les conservateurs s'y « rallient » ; quand la Révolution devient Réaction, les contre-révolutionnaires applaudissent.

Le « déboulonnage » de Lénine Dans une seconde lettre, cette lectrice nous écrit :

Le plus rigolo c'est que dans les milieux néo-bolchevicks, on est en train de déboulonner Lénine. « Au fond, celui-là », dit-on, « c'est un mensonge aussi. Il n'a rien fait du tout, il était fou depuis longtemps. Il ne fut jamais qu'un drapeau. C'est Staline qui a toujours tout fait, modestement, derrière lui ». Oui, voilà, paraît-il, la nouvelle vérité: c'est Staline, l'unique grand homme de la Russie.

Ce qui montre que les staliniens eux-mêmes ne se sentent plus capables de soutenir le mensonge de Staline continuateur de Lénine ; l'opposition entre le stalinisme et le léninisme est devenue par trop éclatante.

***

La marche des chômeurs et Jack London Un camarade hollandais nous écrit à propos de la marche des chômeurs sur Washington qui a fait l'objet d'un article dans notre dernier numéro :

Cette fameuse marche des chômeurs en Amérique, en 1894, a été relatée par Jack London dans son livre « On the road » que j'ai lu il y a une quinzaine d'années dans une traduction hollandaise. Si je ne me trompe pas, ce livre a été traduit récemment par Louis Postif — en français — mais je ne me rappelle plus sous quel titre. Outre l'histoire de cette « marche » le livre raconte également la vie des « tramps » (trimardeurs) et leur manière de voyager à l'œil en s'accrochant en dessous les wagons entre les roues. C'est un livre captivant et il serait peut-être utile d'en recommander la lecture aux abonnés de la « R. P. ».

Nous ignorons si ce livre a bien été réellement traduit en français. Si l'un de nos lecteurs le sait, prière de nous le faire connaître.

***

Le prolétariat américain s'éveillerait-il à la conscience de classe ? Un des membres les plus actifs du « Socialist Labor Party » d'Amérique, l'ancien parti de de Leon, le camarade Word H. Mills nous écrit :

D'importants événements semblent devoir se produire bientôt aux Etats-Unis. Nous autres, du Socialist Labor Party, *nous avons fait un effort considérable afin de toucher les travailleurs avec notre message d'espoir et de révolution, et la classe ouvrière commence à y prêter attention.*

Le prolétariat subit tellement de funestes influences, notamment celles des grands magazines littéraires et des quotidiens, qu'il était autrefois excessivement difficile de faire brèche dans ses préjugés bourgeois, mais ceux-ci commencent à disparaître. Nous avons cependant, encore beaucoup à faire.

SOUSCRIPTION TOM MOONEY

Le « Comité des Fondeurs » qui centralise la campagne pour la libération de Mooney et de Billings nous demande de faire appel à la solidarité des travailleurs français. Toute campagne pour la justice, coûte cher, .. surtout en Amérique. Il faut de l'argent.

QUATRIEME LISTE

Mlle Paquet, 5; J. Béranger, 20; un instituteur confédéré du Finistère, 5; Mougeot, 10; Maurice et Magdeleine Paz, 100; Davenas, 5; Le Béchec, 10; Humbert, 10 fr.

Total: 165 fr.
Total précédent: 950 fr.
Total général: 1.115 fr.

LA TYRANNIE FRANÇAISE

DÉFENSE AUX INDIGÈNES D'AVOIR DES COOPÉRATIVES

Question à la Fédération des Coopératives

Il y a quelques mois une coopérative de consommation se fondait à Tamatave (Madagascar).

C'était la première qui ait jamais existé dans le pays ; c'était le premier coup porté au capitalisme commercial tout puissant dans la région.

Fait aggravant du point de vue capitaliste et colonialiste : les membres de cette coopérative étaient en majorité indigènes. Pour la première fois, des indigènes se groupaient !

Ils le faisaient sur le terrain économique, absolument en dehors de toute conception politique ou religieuse. Ils se groupaient pour la défense de leurs intérêts de consommateurs, et de la façon la plus régulière, à l'abri de la loi française...qui tolère les sociétés dans la colonie à la condition qu'elles soient administrées par des français de la métropole. Jamais chose pareille ne s'était produite depuis la conquête !

Immédiatement capitalisme et colonialisme se mirent à crier.... au « communisme » ! Et ce fut une invraisemblable suite de persécutions (1).

Sous l'impulsion d'un commissaire de police sans finesse et d'administrateurs pour qui la question coloniale n'a pas évolué depuis 1904, ce fut une véritable terreur anticoopérative. En permanence les policiers firent la garde dans la rue où siégeait la coopérative et devant le magasin lui-même, **arrêtant tous les clients du magasin,** les intimidant autant que possible et les envoyant au commissariat subir un interrogatoire d'identité, de loyalisme politique et de vérification fiscale. D'autres policiers lacérèrent les affiches de la coopérative. Les membres du bureau de la coopérative chargés d'encaisser les cotisations des coopérateurs furent arrêtés sous l'inculpation hautement fantaisiste « d'escroquerie ». Et comme le Procureur Général, ne pouvant couvrir cette parfaite illégalité, faisait relâcher les incarcérés, il eut maille à partir avec tous les fascistes de la province, c'est-à-dire la majorité des « blancs », qui, sous le prétexte de parler au nom des « anciens combattants », le blâmèrent en une protestation publique et s'indignèrent de ce qu'il eût osé ne pas violer la loi, lorsqu'il s'agissait de « communistes » ! Mais les maladroits fonctionnaires tamataviens, contraints et marris, n'avaient relâché leur proie que pour la ressaisir sous des apparences régulières : sitôt libérés, les coopérateurs étaient réemprisonnés et les fonctionnaires vindicatifs les condamnaient pour « outrages à agents », les condamnations étant d'ailleurs prononcées en dehors de la participation de tout membre de la magistrature. Puis, les coopérateurs ayant jeûné suffisamment longtemps en prison, on les libérait pour les faire, par une pression directe, **révoquer** par leurs employeurs **blancs.** Finalement, après vingt autres tentatives despotiques, illégales et vaines, la police trouva un moyen efficace : elle agit sur le propriétaire indigène du magasin loué par la coopérative et le menaça des pires persécutions s'il persistait à ne pas flanquer à la porte ses locataires.

...Et la coopérative de Tamatave est aujourd'hui fermée.

Le drapeau de la coopération, l'étendard arc en ciel, a flotté plusieurs mois dans la Tamatave capitaliste. S'il est tombé, ce n'est qu'après des mois de lutte, sous les persécutions, les menaces, les amendes, les coups, la prison.

Qu'a fait, pour le défendre, la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation ?

UN MALGACHE.

(1) Rappelons qu'en Tunisie aussi, le programme essentiel de Mohamed Ali, l'un des condamnés du « complot » de 1925, était d'organiser en grand la coopération indigène. Ce crime lui valut sa condamnation à dix ans d'exil ! (N.D.L.R.).

Chez les bourgeois

Leur cynisme

M. *de Carbuccia*, gendre de M. *Chiappe*, souverain maître de Paris, écrivait, deux mois avant les élections, dans la *Nouvelle Corse*, journal de M. *Pietri*, ministre de la Défense Nationale, les lignes suivantes:

Si j'ai l'honneur d'être votre élu, je n'admettrai pas que l'on procède à la plus modeste nomination dans l'arrondissement d'Ajaccio sans qu'au préalable j'ai été consulté. Et mes amis seront servis les premiers ! Ceux qui ne tiendraient pas compte de nos désirs, je saurais les retrouver sur le plan du journalisme parisien.

M. de Carbuccia a, naturellement, été élu.

M. Poincaré a la parole

*L'*Information *du 19 avril donne l'analyse suivante d'un article du* Financial Times *relatif à l'affaire Kreuger:*

La découverte de l'existence de trois filiales occultes: la Garanta, la Banque Néerlandaise pour le commerce scandinave d'Amsterdam et le Continental Investment Trust, a fait l'objet d'un examen particulier de leurs comptes; il a révélé des fraudes sans précédent. Des sommes considérables ont été employées pour rétribuer certains concours à l'occasion de négociations engagées pour la création de divers monopoles des allumettes.

La parole est à M. Poincaré (de Saint-Gobain), négociateur de la livraison du monopole français des allumettes à la maison Kreuger.

SOUSCRIVEZ POUR LES GRÈVES !

Sébastien Faure et le Syndicalisme

Dans une conférence faite récemment au théâtre de Belleville sur la crise économique et le chômage (1), celui qui fut le plus prestigieux des orateurs du mouvement révolutionnaire d'avant-guerre, termine par la conclusion suivante que nous croyons intéressant de reproduire :

Mendier, voler ou travailler

... Mais, au fait, et par rapport au problème du chômage que nous étudions ce soir, sur quel contrat social vivons-nous ? Je le résume en quelques traits :

Tout ce qui existe : le sol tel qu'il est cultivé, avec les richesses qui sont enfouies dans ses entrailles, les maisons qui nous abritent, les vêtements, les chaussures que nous portons, les livres dans lesquels s'est entassé, dans les bibliothèques, le savoir humain depuis des siècles, les Musées, dans lesquels se sont accumulés tous les trésors de l'Humanité, les machines, avec leur puissance formidable de production, les machines qui, tantôt avec une vigueur extraordinaire, tantôt avec une délicatesse infinie, s'emparent ou du tissu le plus léger pour le broder ou du métal le plus résistant pour l'assouplir et l'adapter aux fins de l'industrie, toutes ces richesses ne sont pas l'œuvre de quelques-uns ; elles ne sont pas l'œuvre d'une génération seulement ; tout cela, c'est le résultat de l'effort opiniâtre, du travail archiséculaire de toutes les générations qui nous ont précédés. Tout cela devrait, par conséquent, raisonnablement, et équitablement, en toute justice, être le patrimoine de l'Humanité toute entière.

Or, une poignée d'individus se sont constitués, en classe possédante. Ils ont fait main basse sur ce patrimoine, ils en ont déshérité le reste de l'Humanité, et ils ont dit : « C'est à nous désormais que le sol, le sous-sol, l'outillage mécanique, les moyens de transport, les moyens d'échange, tout ce qui est susceptible d'être un instrument de travail, et un moyen de production, tout cela est à nous ! » Ce que nous laissons aux autres, s'ils veulent vivre, c'est la mendicité, le vol ou le travail.

Mendier, voler ou travailler ; je vous mets au défi de trouver, pour celui qui n'a pas de fortune, pour celui qui a été dépouillé de tout, un quatrième moyen d'existence. Oui, mendier, voler, travailler ! Il n'y a que ces trois moyens-là. Or, après s'être constitués en classe possédante, les bandits dont je viens de parler, les malfaiteurs qui se sont emparés de tout, détroussant leurs frères en Humanité, au mépris de toute justice, ceux-là se sont constitués petit à petit en classe gouvernante ; ils ont fait des lois, destinées à consacrer, légitimer et sanctionner leurs usurpations et, pour assurer le respect de ces lois, ils se sont entourés d'un appareil de force, d'une armature de violence systématiquement organisée : l'Etat.

On comprend comment et pourquoi dans ces conditions-là, le vol et la mendicité ont été interdits et condamnés : le voleur ne travaille pas, il ne rapporte rien, et il consomme ; le mendiant ne travaille pas, il ne produit rien et il consomme. Or, il faut à la classe capitaliste (gouvernante et possédante), des hommes qui travaillent, parce que, seul, le travail féconde leurs capitaux, parce que, seul, le travail leur permet d'accroître incessamment leurs richesses en même temps que d'accroître leur propre oisiveté. Et des lois ont été faites, frappant d'interdit et de condamnation et le vol et la mendicité.

Gouvernants, monde social actuel, qu'avez-vous laissé à ceux que vous avez spoliés ? Un seul moyen : le travail. Or, il y a trente millions de chômeurs, des hommes que vous privez systématiquement de travail, que vous poussez soit au vol, soit à la mendicité, à moins que vous ne les condamniez à disparaître, parce que c'est une population qui vous est à charge, ou qui vous est inutile.

Eh bien ! A ces mots : mendier, voler, travailler, en l'absence de toute réponse, que vainement je demanderais aux Pouvoirs publics, je réponds : Il n'y a qu'à choisir : ou bien procurez du travail — vous en avez pris l'engagement, vous vous êtes engagés à assurer du travail à ceux à qui vous n'avez laissé que ce seul moyen de vivre ; le contrat qui existe entre vous, si léonin qu'il soit, ce contrat vous astreint, il vous fait une obligation non seulement morale, mais en quelque sorte juridique — on peut invoquer le Droit en pareille circonstance — il vous fait une obligation, un devoir impérieux, auquel vous ne pouvez pas vous soustraire : l'obligation d'assurer du travail à ceux à qui vous n'avez laissé que ce seul moyen d'existence. A moins qu'il ne vous plaise de les tuer d'un seul coup ou de les laisser mourir lentement d'inanition.

Donc : ou bien il faut leur assurer du travail ; ou bien il faut les entretenir à ne rien faire ; et non pas les entretenir à l'aide d'une aumône qui ne leur permet pas de vivre, mais simplement de subsister, — j'entends par là qui prolonge leur

(1) Cette conférence a été éditée par la *Grande Réforme*, 14, rue de la Duée, Paris (20e). Prix : 0 fr. 50.

vie — qui les empêche, en un mot, de mourir de faim ; mais ce n'est pas vivre, cela ! Ou bien, alors, il faut les tuer.

Vous entendez ? Il faut les tuer ! Si vous ne pouvez pas leur assurer du travail, si vous ne pouvez pas leur permettre de vivre, c'est-à-dire les entretenir à ne rien faire, il faut les tuer ! Et j'ai bien peur, oh ! oui, j'ai bien peur — c'est là la plus grave menace de guerre — j'ai bien peur que, fatigués de nourrir même d'une croûte de pain les trente millions de sans-travail qui pèsent sur le régime capitaliste actuel, les gouvernements pensent qu'il est plus expéditif, moins onéreux et plus conforme à la tradition de les tuer, que de les nourrir. Alors, c'est la guerre !...

Plus que quelques mots et j'aurai terminé.

Le salut dans le Syndicalisme !

Comme vous le voyez, mes chers Camarades, nous tournons dans un cercle infernal. Ce cercle infernal, il est indispensable de le briser. Comment ? Un seul moyen, toujours le même. Ma conclusion ne change pas, quel que soit le sujet que je traite, ma conclusion est toujours la même, parce qu'il ne peut pas y en avoir une autre : nécessité d'une transformation sociale, mettant fin au contrat social qui nous régit, brûlant toutes les vieilles archives, les vieux contrats disparaissant, donnant naissance à des archives nouvelles et à des contrats nouveaux.

Ce cercle infernal, dans lequel nous sommes enfermés, qu'il faut briser, c'est la Société capitaliste et autoritaire. Qui donc peut la briser ? La réponse est facile. Qui peut briser le cercle, si ce n'est le prolétariat, la classe ouvrière, éternelle victime ?

Plus que jamais, mes chers Camarades, il convient de rappeler cette déclaration de la première Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Entendez-moi bien ; je dis, et je le dis à la suite des fondateurs de la 1ère Internationale : « **L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes** ». Cela signifie que ce ne sera pas l'œuvre d'un Messie, l'œuvre d'un Tribun, l'œuvre d'un Parti, l'œuvre d'un Parlement, l'œuvre d'un Etat quelconque, mais l'œuvre des Travailleurs, groupés, des travailleurs unis et réunis, dans la seule organisation de classe qu'on appelle le « Syndicat ».

Oui, le salut est en effet dans le Syndicalisme ; mais pas dans un syndicalisme s'inspirant de l'intérêt général. Il n'y a pas d'intérêt général, il n'y a que des intérêts opposés : l'intérêt du patron est opposé à celui de l'ouvrier, l'intérêt du vendeur est opposé à celui de l'acheteur, l'intérêt du propriétaire est opposé à celui du locataire. Du haut en bas de l'échelle sociale, il y a un dualisme constant d'intérêts. Dès lors, il ne peut pas y avoir d'intérêt général.

Le salut n'est pas, non plus, dans un syndicalisme constituant une sorte d'appareil économique, s'adaptant à l'Etat bourgeois et le fortifiant ; mais, dans un syndicalisme aux revendications audacieuses et fondamentales.

Il n'est pas dans un syndicalisme s'ingéniant à aménager et organiser le travail dans le cadre capitaliste ; mais, au contraire, résolu à organiser le travail sur des bases diamétralement opposées, en ce qui concerne la production et la consommation.

Enfin, le salut n'est pas dans un syndicalisme qui s'attache à prolonger, à sauver le régime ; mais dans un syndicalisme qui travaille à précipiter, à assurer l'effondrement de ce régime.

Cette œuvre, Travailleurs qui m'entendez, est et ne peut être que la vôtre! Cette œuvre est magnifique, elle est passionnante, elle est seule féconde et libératrice !

Arrachez-vous à votre indifférence ! Mettez un terme à vos divisions intestines ! Faites le plus tôt possible, entre vous, l'unité nécessaire ; libérez le travail et libérez-vous vous-mêmes ! Fondez, par une entente libre et commune, fondez un monde nouveau. Alors, plus de chômage !

Dans une Société où le travail occupera la place qui lui appartient, quand il y aura en quantité surabondante de quoi satisfaire aux besoins de la vie, les heures de loisir et de culture s'ouvriront devant vous ! Au lieu d'être frappés par le mal dont souffrent aujourd'hui les sans-travail, vous jouirez, alors, pendant quelque temps, du repos qui est nécessaire, des loisirs qui s'offriront à vous, du plaisir et de la joie qu'il y a à cultiver son intelligence, à raffermir sa volonté, à se sculpter une personnalité plus ardente, plus vive, plus forte, plus digne, en un mot meilleure et plus belle.

Et tout cela, toujours pour aller de plus en plus vers une Société de bien-être et de liberté ! De plus en plus de bien-être pour tous, de plus en plus de liberté pour tous.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Paul George (Vosges), 10; R. Croze (Paris), 20; Paul George (Vosges), 30 ; Dr Brupbacher (Suisse), 488,99; R. Hagnauer (Seine), 100; Lacoste (Paris), 20; Thévenon (Loire), 50.
Total: 718,99.

SOUSCRIPTIONS D'AVRIL

Buer (Rhône), 5; Chouette (Paris), 5; Barrué (Gironde), 10; Brunand (Paris), 5; Pardon (Rhône), 10; Laplagne (Seine), 10; Jouveshommes (Paris), 5; Lhuillier (Alpes-Marit.), 10; un instituteur confédéré du Finistère, 10; Lucile Pelletier (Paris), 20; Lebrun (Hte-Vienne), 5; Nouelle (Lot), 5; Reiss Marcel (Marne), 10; Porte (Loire), 10; Faure (Loire), 5 fr.
Total: 125 francs.

Pour la renaissance du Syndicalisme

La minorité de la Fédération de l'Enseignement

Va-t-elle résister à la crise qui secoue le mouvement minoritaire ? De vieux militants de l'enseignement quittent la C.G.T.U. ; d'autres restent. Pour ou contre Japy ! Et en avant les polémiques ! Nous sommes quelques-uns qui nous refusons énergiquement à ces controverses. Autant il était normal de discuter il y a trois mois quand aucune décision de départ n'était prise, autant il est puéril maintenant de ressasser les mêmes arguments, de disséquer des motions et de conclure — naturellement ! — que le voisin a tort. Qu'il soit entendu une fois pour toutes que les « partants » et les « restants » veulent servir, demain comme hier, le syndicalisme révolutionnaire, propager sa doctrine à la C.G.T. et à la C.G.T.U., et que des divergences de tactique ne peuvent pas rompre un lien solide fondé sur une communauté de doctrine et une loyale camaraderie. Les seules discussions utiles maintenant seront celles qui fixeront notre tâche immédiate: comment coordonner les efforts des deux groupes, maintenir un contact étroit et développer parallèlement notre propagande à la fédération de l'Enseignement et au Syndicat national. Tout le reste n'est que littérature.

Nous désirerions que notre minorité de l'Enseignement échappe au péril de discussions où risquerait de sombrer notre modeste mouvement.

Notre tâche peut être facilitée en donnant à notre petit organe corporatif, l'*Action syndicaliste*, le caractère suivant: il devrait préciser d'abord notre position théorique à l'égard des partis et des syndicats, montrer les déviations du syndicalisme cégétiste et unitaire, l'équivoque des « centristes » de l'Enseignement à la recherche du « bon parti », en un mot montrer à ses lecteurs que notre minorité est unie par une doctrine solide. Ensuite, chacun dans son coin liquiderait la besogne journalière: ceux de la C.G.T. chanteraient pouille à Glay-Jouhaux, ceux de la C.G.T.U. attraperaient aux chausses Bouthonnier-Monmousseau. En toute impartialité ! Il y aurait du travail pour tous. Naturellement les auteurs de variations sur le thème connu: partir ou rester, seraient priés de s'abstenir...

Quant à l'organisation de la minorité, un secrétariat mixte ferait très bien l'affaire. Si nous n'arrivons pas entre nous à réaliser ce minimum d'unité, c'est à désespérer. Que chacun se mette à la besogne, redouble d'ardeur, ne se laisse pas abattre et notre minorité de l'Enseignement peut et doit sortir grandie de cette crise.

Le point de vue que je soutiens ici ne m'est pas personnel. C'est celui de nombreux camarades de la minorité avec qui je suis en correspondance et qui pensent que la seule tâche qui importe c'est de sauvegarder l'unité de notre mouvement en faisant passer le travail positif avant des polémiques périmées.

J. BARRUÉ.

*
* *

Une déclaration de la Ligue syndicaliste

Au dernier conseil fédéral de la Fédération unitaire de l'Enseignement, la minorité syndicaliste révolutionnaire déposa la déclaration suivante:

Les camarades de la minorité syndicaliste révolutionnaire ne dissimulent point qu'ils se sont divisés sur des questions de tactique. Ceux qui restent à la Fédération de l'Enseignement, pensent y servir utilement la cause du syndicalisme révolutionnaire. Ceux qui adhèrent ou vont adhérer à la C.G.T. sont animés des mêmes intentions.

Cette divergence de tactique n'entraîne point, comme c'est l'habitude dans les clans politiques, un échange rituel d'injures consacrées. Les camarades qui restent tiennent à déclarer qu'ils conservent toute leur estime et toute leur confiance aux camarades qui partent.

Animés d'un même esprit, unis par des liens forgés au cours de plusieurs années de lutte commune, les uns et les autres continueront sans défaillance à lutter dans la C.G.T.U. et dans la C.G.T. pour arracher le syndicalisme à la main mise des partis et des gouvernements.

La minorité syndicaliste révolutionnaire n'a point l'intention de disparaître: elle luttera sur deux fronts sans se soucier des insolences que pourront lui prodiguer les Glay ou les Bouthonnier.

*
* *

Leur " Vie Ouvrière "

La *Vie Ouvrière* du 8 avril ne contient pas d'appel à la solidarité en faveur des travailleurs en grève; sans doute afin de ne pas nuire au succès de la campagne électorale qui, elle, est lancée par un grand article de Racamond et par le placard suivant en plein centre de la première page:

Dans toutes les grèves, les luttes ouvrières
LE PARTI COMMUNISTE
est le seul parti qui se place aux côtés des travailleurs

Au cours de la campagne électorale, il défendra, une fois de plus, les intérêts du prolétariat et préparera la mobilisation des masses pour leurs batailles de classes.

Notre devoir est de l'aider en lui apportant nos **gros sous**
Collectez, Soutenez de toutes vos forces la
Souscription du Parti

Et les dirigeants de l'I.S.R. font écrire après cela à la quatrième page du même journal:

« *Les Syndicats Unitaires doivent devenir des organisations réellement de masse, groupant les ouvriers sans distinction de leurs tendances politiques.* »

Arriveront-ils jamais à comprendre que ceci exclut cela ?

*
* *

La « politisation » de la grève de Vienne

*Voici le compte-rendu, tel que le donna l'*Humanité, *du meeting du 21 avril des grévistes de Vienne, dernier meeting de grève et... premier meeting électoral:*

C'est Frachon qui, au nom du comité central du Parti Communiste vient, acclamé, présenter la candidature de Richetta aux grévistes.

Il salue leur lutte dont, dit-il, l'exemple magnifique a passé les frontières. Et il montre comment avec ses gardes mobiles, ses préfets d'état de siège, ses chefs socialistes, la bourgeoisie fait de toute grève une grève politique. Dénoncer cela, dénoncer le rôle du parti socialiste, dit-il, c'est de la politique.

Oui ! et vous la ferez cette politique avec le Parti Communiste !

Et il passe à la candidature du militant communiste et militant de la grève, Richetta, que le Parti Communiste a choisi pour prendre la défense des ouvriers contre les ennemis de classe « de qui vous triompherez », termine-t-il, comme vos frères de l'Union Soviétique ont triomphé !

C'est ensuite le vote de l'ordre du jour élaboré par le Comité Central de grève, décidant la rentrée en bloc cet après-midi, dénonçant les multiples manœuvres et appelant les ouvriers à renforcer la C.G.T.U.

Jamais encore « politisation » n'avait été poussée aussi loin.

En voici les résultats : échec de la grève ;

25 % de voix de moins au candidat communiste qu'en 28.

Si après cela, les dirigeants de la C.G.T.U. et le Parti Communiste, et leurs patrons, ceux de l'I.C., ne reçoivent pas l'ordre du Drapeau Rouge, c'est qu'il n'y a vraiment plus de justice.

Les uns et les autres auront beau faire ; la classe ouvrière française n'admettra jamais qu'on se serve de ses grèves dans des buts électoraux.

***

Elections d'abord ! Syndicalisme après !

A la C.G.T. on ne participe pas ouvertement — comme à la C.G.T.U. — à la campagne électorale, mais — ce qui est pour le moins aussi grave — on y subordonne l'activité syndicale. D'ordre des bonzes confédéraux, le 1er mai syndical devait céder le pas au 1er mai des votards. La commission administrative de la C.G.T. a en effet invité les Unions départementales à n'organiser aucune réunion ni manifestation ce 1er Mai, pour que les militants puissent être à la disposition de leurs groupements politiques...

***

La réaction contre l'électoralisme syndical

A la C. G. T.

Forte opposition dans la Seine.

Le renoncement à la démonstration de force du 1er mai a suscité une vive opposition au Comité général de l'Union des Syndicats confédérés de la Seine, où la suppression des réunions n'a été votée qu'à une extrêmement faible majorité et grâce seulement à un nombre d'abstentions presque égal à celui des voix de la majorité.

Ainsi un nouvel esprit semble se manifester au sein de certains syndicats confédérés.

Il ne suffit plus que le pape commande pour que tout le monde s'incline ! C'est le vieux sens de l'action directe et de l'indépendance du syndicalisme à l'égard de la bourgeoisie et de toutes les formes de sa politique qui reprend le dessus.

A la C. G. T. U.

Un ordre du jour de la Fédération Unitaire de l'Enseignement

A la dernière réunion du Conseil Fédéral, après que Serret, secrétaire général, eut dénoncé « la lourde responsabilité que ne craint pas d'assumer la C.G.T.U., qui va se faire le rabatteur électoral du Parti Communiste, qui va se couper de la masse du prolétariat, ce qui risque de provoquer des réactions néfastes chez ceux qui ne sont pas communistes pour qui va surgir un véritable cas de conscience », l'ordre du jour suivant a été voté par 10 voix contre 1 :

Le Conseil fédéral réuni à Avignon, le 25 mars 1932, considérant que dans la V. O. du 5 février 1932, le secrétaire confédéral Claveri a précisé en ces termes l'attitude de la C.G.T.U. au cours de la prochaine campagne électorale :

« Notre C.G.T.U., doit se préparer à participer activement à la campagne électorale. Elle doit le faire avec le désir et le but de montrer le contenu véritable des programmes qui sont présentés aux travailleurs.

« (Nous montrerons) ...aux travailleurs que le bulletin de vote n'a de valeur que s'il s'exprime pour une politique et un parti révolutionnaires et que, seul, dans les années passées et dans le présent, le Parti Communiste a fait preuve de sa volonté et de sa capacité à défendre les intérêts de la classe ouvrière ».

Considérant d'autre part que certains militants de la C.G.T.U. s'apprêtent à violer, à l'occasion des élections prochaines, l'article 7 des statuts de la C.G.T.U. ainsi conçu :

« Nul ne peut se servir de son titre de confédéré ou d'une fonction de la Confédération dans un acte électoral quelconque ;

« Les fonctionnaires confédéraux et les membres de la C.E. ne pourront faire acte de candidature à une fonction politique ;

« Leur acte de candidature implique d'office la révocation des fonctions qu'ils exercent ».

Blâme de la façon la plus formelle toute manifestation du syndicalisme de secte au sein de C.G.T.U., souligne toutes les conséquences néfastes au mouvement syndical, d'une telle attitude de notre centrale ouvrière.

Demande instamment à la direction confédérale de faire respecter l'article 7 des statuts, de condamner catégoriquement les directives données par Claveri et de se prononcer clairement pour le syndicalisme de masse, contre le syndicalisme de secte.

***

213 voix !

Depuis bientôt 3 ans, les orthos de la Fédération Unitaire de l'Enseignement ont mis en accusation minoritaires et centristes de la Fédération, coupables de ne pas vouloir appliquer les méthodes éprouvées de la C.G.T.U. ! A la tête des orthos, le Syndicat de la Seine s'ingénie à appliquer lesdites méthodes et ce ne sont que Comités de lutte par ci et Comités d'unités par là, appels grandioses, dénonciations virulentes, meetings avec le concours d'agrégés (oui, ces rigolos pensent faire recette en brevetant leurs syndicalistes avec des titres d'Universités bourgeoises).

Tant ils font du bruit, qu'à certains jours, on finirait par croire qu'ils font œuvre positive.

Hélas !

Voici que sont venues les élections qui permettent au personnel primaire tout entier de choisir ses représentants au Conseil Départemental. Et voici les résultats pour la Seine :

Nos syndicalistes de masse ont obtenu :

213 VOIX
sur plus de 9.000 INSCRITS !

Et si nous examinons quelques résultats de catégories, ils sont encore plus édifiants :

Blaise obtient 8 voix sur 207 inscrits et 155 votants ;
Barne, 22 voix sur 395 inscrits et 355 votants ;
Marcelle Durand, 10 voix sur 647 inscrites et 603 votantes ;
Krob, 10 voix sur 497 inscrits et 482 votants ;
Mme Vernochet, 8 voix sur 944 inscrites et 894 votantes ;
Mlle Ethève, 1 voix sur 277 inscrites et 260 votantes.

Tel est le palmarès des dirigeants du Syndicat orthodoxe de la Seine.

Ont-ils du moins la consolation de se dire que si les résultats sont maigres, ils marquent un pas en avant ? Même pas ; il y a sur 1929, régression de plus de cinquante pour cent.

Et penser que ces camarades, privés de tout contact avec les masses se posent en professeurs de syndicalisme et ne cessent de faire la leçon à des syndicats qui entraînent derrière eux plus de la moitié du personnel !

Si du moins, ils pouvaient réfléchir sur de telles leçons, comprendre leur signification et renoncer à leurs méthodes de bluff, de politisation, d'injures et de mensonges.....

A travers les Livres

André Philip : SÉCURITÉ ET DÉSARMEMENT. (Les Cahiers Bleus).

C'est l'exposé du programme, si l'on peut dire, du Parti Socialiste pour empêcher les guerres. Présenter une lime à ongles et un code aux tigres impérialistes. Leur demander d'être de bonne foi. Trouver la définition du mot « *agresseur* ». Ceci fait, et une fois l'agresseur désarmé, lui demander de bien vouloir patienter quelques mois. Réduire les effectifs militaires des Etats, mais pas également car il faut respecter la « *hiérarchie des puissances consacrée par l'histoire* ». Ce qui n'empêche pas qu'on laissera à la Pologne une armée de puissance de premier plan, « *à cause de sa situation géographique particulière* ». Exquis !... Une perle, parmi vingt autres: « Non seulement le traité de Versailles enlève à l'Allemagne les territoires qu'elle détenait *indûment MAIS* il la dépouille de *ses colonies.* »

La brochure se termine par une « *Note sur le problème de l'or* ». Effrayé, comme tous les bourgeois, du renchérissement de l'or, Philip part à la recherche d'une monnaie stable. Comme il ne veut avoir aucune notion scientifique de la *valeur*, il se démène dans une atmosphère de sorcellerie.

Quelle lamentable chose que le socialisme du XXe siècle ! Ce n'est pas impunément qu'on abandonne le marxisme !

J. PÉRA.

*
* *

Emmanuel Berl : LA POLITIQUE ET LES PARTIS. (Rieder).

Bien qu'il s'essaie à ne point écrire un pamphlet, Berl promène un incontestable don de pamphlétaire à travers la politique partisane de notre vieille République. Il saisit et rend sensibles les grandes évidences: les partis français n'expriment point des classes sociales — ils ont été constitués pour des batailles aujourd'hui assoupies et ils ne savent que se disloquer en face des problèmes économiques de la vie moderne, — les gouvernements ne sont point les délégués d'un parti de la Chambre et les députés ne sont point ceux d'un parti d'une circonscription.

Pourtant Berl pense qu'il y a une droite et une gauche — mais il arrive mal à les définir; somme toute, il n'est pas loin de dire que Herriot est de gauche parce qu'il fume la pipe et Tardieu de droite à cause de son insolent fume-cigarettes; sans doute, la gauche et la droite ne se différencient-elles que peu — économiquement et socialement parlant — mais Berl a tort d'oublier leur avant-garde dirigeante ! A droite, l'avant-garde c'est l'Eglise, à gauche la franc-maçonnerie.

Passant aux partis prolétariens, Berl semble reprocher aux socialistes leurs compromissions avec la gauche bourgeoise et aux communistes leur manque de compromissions. En vérité il n'y a là, que la sourde constatation de l'incapacité de la classe ouvrière à obtenir des réformes en faisant la Révolution et en la préparant. Berl, brièvement, rejette cette carence sur le manque d'unité de la classe ouvrière, mais disant cela c'est à un parti unifié — mode d'avant-guerre — qu'il songe. A tort, sans doute. L'unité est inconcevable entre Marcel Déat et un communiste français sur le plan des doctrines. Elle ne demeure concevable qu'entre un prolétaire socialiste et un prolétaire communiste, sur le plan des réalités économiques; des réalités économiques quotidiennes d'abord.

B. GIAUFFRET.

Georges Duhamel : QUERELLES DE FAMILLE (Mercure de France).

Duhamel revient sur une question qui lui est chère et qui plus d'une fois déjà a sollicité notre attention : celle des répercussions du machinisme. Duhamel n'aime point les machines et particulièrement celles qui sèment des bruits: T.S.F., téléphone, le moteur à explosions et même antique locomotive. Il charge contre elles qui chassent la pensée, la rêverie et le repos... mais il charge tellement qu'on se prend à trouver quelque mérite à la machine et à la défendre contre lui. Les malheurs de Grégoire persécuté par sa motopompe, son téléphone et son moteur d'auto nous cachent mal les malheurs des pauvres diablesses de notre village qui charrient leurs seaux d'eaux à bout de bras, et derrière leur âne marchent trois heures pour accompagner un pauvre quintal de blé au vieux moulin à eau. Il faut en ce monde se faire une raison: que les inquiets et les nerveux soient privés des mécaniques à bruit, bien; qu'on leur assure un parc national du silence, bon; qu'on nous ménage à tous nos heures de tranquillité, tant mieux. Mais, tout cela dit, qu'on laisse ronfler les machines et qu'on délaisse une attitude qui contient pas mal de *littérature* car enfin nul n'oblige Georges Duhamel à se servir du téléphone et de l'auto, — à habiter un village peuplé de hauts-parleurs, — et à mettre en branle linos et rotatives pour imprimer ses bouquins...

Mais justement, celles-là de machines, Duhamel ne les dénonce point.

Il en vit.

B. G.

*
* *

Tristan Rémy : A L'ANCIEN TONNELIER, SAINTE-MARIE DES FLOTS. (Valois).

Est-ce d'avoir lu les deux romans à la suite l'un de l'autre qu'il me reste à l'esprit une impression de confusion ? *Sainte-Marie des Flots* reprend, en effet, nombre de personnages de l'*Ancien Tonnelier* et renoue le lien de leurs aventures — mais ces gaillards changent de nom et même de genre de vie sans crier gare. Sans doute, y a-t-il là une part de confusionnisme voulu qui contribue à renforcer l'impression de grouillement triste qui pèse sur ces livres; sans doute aussi, la vie enchevêtre-t-elle les romans vécus des hommes, mais l'unité du récit n'est point seulement une règle inventée par les gens de lettres (dont Tristan Rémy et les prolétaires n'ont évidemment nul souci); elle demeure une nécessité, surtout en ce pays où le lecteur — même et surtout ouvrier révolutionnaire — rechigne aux romans russes — même les plus significativement révolutionnaires — faute d'une clarté, d'une simplicité nécessaires à son esprit.

Réserve qui n'atteint pas au cœur même des œuvres de Tristan Rémy car celles-ci vivent, et c'est là l'essentiel. Les plus misérables des travailleurs, les gueux authentiques, les mendiants inquiétants, tous hôtes de la Zone, l'auteur a su les animer, chacun avec son trait saillant particulier et tous pourtant fondus dans la même pâte grise et malgré tout généreuse, liés qu'ils sont par un instinct mystérieux de la camaraderie, de la fraternité qui déborde surtout du sympathique Collignon et qui durcit leur groupe contre les intrus.

On aurait pu craindre que l'écrivain ne soit jeté par ses personnages à l'abus de l'argot. Il a su résister à cette facile imitation. Le langage des chiffonniers, charbonniers, bateliers et mendiants est demeuré vrai sans se paralyser d'exactitude; Rémy est arrivé à traduire ses personnages à la fois sans les trahir et sans les séparer d'un large public.

B. G.

FAITS & DOCUMENTS

Les « chemises rouges » du Pendjab. Les journaux ont parlé à plusieurs reprises, depuis quelques mois, du mouvement des « chemises rouges » de l'Inde. Mouvement musulman, et non hindou comme celui de Gandhi. Mouvement qui a lieu dans cette province exclusivement musulmane du Pendjab, située à l'extrémité Nord-Ouest de l'Inde, à la frontière de l'Afghanistan, peuplée de montagnards guerriers, et qui, avant que le mouvement Gandhiste ne soulève l'Inde toute entière, fut un foyer de rébellions successives contre la domination britannique. Quelle est l'exacte nature de ce mouvement ? Quelles sont ses relations avec le mouvement de non-violence de Gandhi ? — c'est sur quoi Romain Rolland nous donne, dans **Europe,** quelques éclaircissements :

Je crois intéressant d'attirer l'attention du lecteur européen sur une des étonnantes personnalités qui viennent de surgir de l'Inde nouvelle: le fameux chef des *Chemises Rouges*, Abdul Ghaffar Khan. Le père Elwin (1) a tracé de lui et de son armée un tableau inoubliable:

« *Grand corps, grand de cœur, grand de pouvoir et de possessions, cette splendide figure a captivé l'imagination des Pathans. Il a une vision spirituelle de la vie, apparentée à celle de Gandhi. On unit toujours leurs deux noms, quoique ses discours soient plus fougueux; et il n'a pas le don du Mahatma qui sait gagner le cœur même de ses ennemis. Il est un remarquable organisateur et un autocrate. Mais il a un amour sincère pour les pauvres.* »

Au début de 1930, il commença à former une armée de guerriers non-violents, prêts à affronter toutes les souffrances. Ils prirent le nom de *Khudaï Khidmatgars* (*Serviteurs de Dieu*). Ils n'avaient pas d'uniformes; mais un jour, un volontaire s'étant présenté vêtu d'une chemise qui avait été trempée dans l'eau rougie de poussière de briques, ils adoptèrent ce costume commode et le nom de *Chemises Rouges*. Ils jurent sur le Koran d'être fidèles à leur société, d'être strictement non-violents, de tout endurer, de ne jamais faire d'excuses pour obtenir leur libération, de dire toujours la vérité, de ne pas voler, de mener une vie chaste et honorable. Le mouvement était admirablement organisé. Il avait ses généraux, ses colonels, etc. Tout le pays était divisé en districts, avec une administration civile et une administration militaire. Après l'arrestation des chefs en 1930, le mouvement grandit. Pendant la trêve entre lord Irwin et Gandhi, Abdul Ghaffar fit le tour des districts et continua d'organiser son armée. Il fut aidé par l'intrépide petite-fille du vieux Naorodji, (2) et la visite du jeune fils de Gandhi, Devadas, contribua à réchauffer l'enthousiasme. L'admirable est qu'Abdul Ghaffar ait pu convaincre les Pathans du message de non-violence. Car les Pathans sont des violents, naturellement enclins à la vengeance, et ils ne supportent pas une insulte. Quand aujourd'hui les sauvages Afridis descendent de leurs montagnes, pour aller faire des achats aux bazars de Peshawar et qu'ils voient les Pathans accepter les coups sans broncher ni riposter, ils remontent dans leurs villages, stupéfiés et la rage au cœur.

En août 1931, le Comité Exécutif du Congrès, réuni à Bombay, accepta dans son armée les *Chemises Rouges*. A partir de ce moment, Abdul Ghaffar eut la responsabilité de toutes les activités du Congrès dans la Province Frontière. Le jour de Noël, il fut emprisonné et la répression commença. A la date du 11 janvier, on ne voyait plus une seule *Chemise Rouge*. Le mouvement était devenu souterrain. Mais il est intense, et il inquiète d'autant plus les Anglais, qui font tout ce qu'ils peuvent pour provoquer une explosion.

(1) Missionnaire anglais qui a pris le parti des hindous, et a, pour ce fait, été expulsé de l'Inde. (N.D.L.R.)

(2) Fondateur du nationalisme hindou. (N.D.L.R.)

Mais Richetta est candidat ! « L'Effort », l'organe du cartel des syndicats autonomes de Lyon, qui a suivi de près la grève de Vienne, tire de celle-ci les conclusions suivantes :

Huit semaines de lutte pour rentrer aux conditions imposées par le patronat du Textile de Vienne, telle est la tragique nouvelle qui nous est parvenue hier au moment de notre mise en page.

A vrai dire, ça n'a pas été une surprise pour nous. N'avions-nous pas écrit dans notre dernier numéro que le mouvement était à une impasse ?

L'échec de cette belle riposte prolétarienne incombe en entier aux communistes qui ont voulu se servir de la grève dans un but électoral.

Pour mener ce mouvement à bien, nos camarades de Vienne avaient besoin de la solidarité de la classe ouvrière toute entière. Ce geste de solidarité n'était pas impossible si les communistes ne s'étaient pas emparés de la grève pour des fins politiques

Nos camarades se sont laissés prendre au piège et ils payent aujourd'hui la rançon de leur aveuglement. Vaincus, ils ont dû reprendre le chemin des usines, tandis que Richetta posait sa candidature aux élections législatives dans la circonscription de Vienne.

Richetta, permanent de la C.G.T.U. à 3.000 francs par mois, se devait de couronner sa carrière par cette inqualifiable duperie...

Mais passons. La grève de Vienne est perdue. Il s'agit pour nous d'en tirer une conclusion.

Il est avéré que les communistes ont pour mot d'ordre de couler le mouvement ouvrier français. Ils sont décidés à mettre tout en œuvre pour aboutir à ce résultat. Leur « tout est politique » masque cette entreprise. Le parti communiste fonde ses espoirs révolutionnaires sur la misère du peuple. C'est pourquoi les échecs le laissent indifférent. Les grèves lui servent de bouillon de culture; il ne voit en elles que des occasions d'insinuer adroitement dans l'esprit des travailleurs qu'il est le seul parti qui les défend et qui lutte pour les libérer.

Le parti communiste — c'est de cela que les prolétaires doivent être informés — n'a pas comme programme l'amélioration des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, mais la prise du pouvoir par la domestiquation du mouvement ouvrier, c'est-à-dire du syndicalisme. C'est pourquoi la misère du peuple le laisse froid comme le marbre; c'est pourquoi il s'applique à prendre la direction des grèves, qu'elles aient chance d'aboutir ou non...

C'est pourquoi le cartel des syndicats autonomes de Lyon reçoit ses coups; c'est pourquoi Richetta, Cellier, Chambon, etc..., sont candidats aux élections législatives aux frais des cotisations syndicales; c'est pourquoi il y a toujours, à l'occasion des grèves, beaucoup de permanents pour les diriger, mais peu ou pas d'argent pour donner à manger aux grévistes et à leurs familes; c'est pourquoi l'*Humanité* fait des appels pressants de fonds pour les élections, mais reste muette quand il s'agit des grèves. Elle en est à ses 700.000 francs pour payer les frais de la campagne électorale, tandis que les grévistes de Vienne sont rentrés parce qu'ils avaient faim.

C'est cette leçon que nous avons à tirer des événements qui se sont déroulés à Vienne, qui se dérouleront demain ailleurs le cas échéant et suivant le même scénario.

Reste à savoir cependant si, à la fin du compte, le dessillement des yeux aidant, les vrais amis des travailleurs ne seront pas un jour assez forts pour rendre au parti communiste la monnaie de sa pièce et pour l'empêcher de nuire

impunément aux travailleurs pour les besoins d'une cause qui n'est pas la leur.

C'est à cette besogne que les syndicalistes ont le devoir de s'employer; c'est seulement en unissant leurs efforts qu'ils barreront la route à l'entreprise communiste qui n'a d'autre but que d'implanter une dictature crépusculaire.

La classe ouvrière n'a pas besoin du Parti Communiste pour accomplir son destin.

Les Américains à la recherche d'alliés De l' « Information » du 27 avril, sous la plume de Arnaud qui est généralement assez bien renseigné :

En réalité, jamais la Russie tsariste, même après sa défaite, n'avait montré à l'égard des empiétements japonais, une tolérance égale à celle dont fait preuve le gouvernement des Soviets. On n'ignorait rien à Pétersbourg du vaste plan d'expansion conçu à Tokio; mais la moindre velléité d'exécution provoquait infailliblement, de la part du gouvernement russe, une protestation formelle et énergique, qui en arrêtait le développement. L'attitude des Soviets, si différente de celle que nous venons de rappeler, ne peut guère s'expliquer que par la conscience qu'on a à Moscou de la supériorité des forces japonaises et par le désir de se soustraire à une lutte trop inégale.

Mais alors va-t-on voir le Japon réaliser son fameux plan, et devenir seul maître, au nord-est, des communications maritimes ? C'est la question qu'avec une anxiété croissante se posent les Américains. Il semble bien qu'à Genève leurs représentants aient proposé à ceux de la Grande-Bretagne une action commune, en vue d'arrêter l'entreprise japonaise. Mais en quoi cette action pouvait-elle consister ? Une protestation de pure forme n'eût certainement pas été suffisante: il fallait être prêts à la soutenir par une démonstration navale. Encore celle-ci, pour être efficace, devait-elle sortir des formes usitées dans de pareils cas en Extrême-Orient, et prendre le développement qu'exigeraient les circonstances. Bref, l'aventure avait de quoi donner à réfléchir, et les Anglais ont refusé de s'y engager.

Est-il exact que le voyage de M. Stimson à Genève ait quelque rapport avec le conflit sino-japonais, et que le chef du Département d'Etat doive engager à ce sujet des négociations avec M. Litvinoff ? Du côté russe, on le prétend, et l'on va jusqu'à préciser les bases d'un accord éventuel entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis d'Amérique. Inutile d'ajouter que de pareils bruits méritent confirmation. Ce qui semble assuré, c'est que l'opinion américaine, de plus en plus inquiète des proportions prises par le conflit extrême-oriental, réclame désormais de son gouvernement une action positive.

Ce mouvement d'opinion s'était traduit d'abord en Amérique par le boycottage des produits japonais. Il vient de s'exprimer dans une forme plus officielle, ou, si l'on veut, plus politique, par les deux projets de résolution qui ont été déposés, l'un à la Chambre des Représentants, l'autre au Sénat américain. L'auteur du premier projet, M. Morton Hull, demande que le président des Etats-Unis soit autorisé « à interdire par une proclamation tout emprunt ou toute extension de crédits par toute personne ou toute organisation résidant, soit aux Etats-Unis, soit dans une de leurs possessions, à l'Etat ou aux Etats qui auraient violé le pacte général de renonciation à la guerre (pacte Briand-Kellog), si ce n'est avec la permission du Congrès et jusqu'au jour où le président annoncerait que la violation a pris fin ».

M. Capper, auteur de la seconde résolution, propose de décider que « si le pacte de Paris a été réellement violé par un Etat, il deviendra illégal d'exporter, à destination de l'Etat agresseur, des munitions et toutes marchandises pouvant être utilisées en vue de la guerre, comme aussi il deviendra illégal de faire avec l'Etat agresseur, soit du commerce, soit des arrangements financiers ». Il est visible qu'en rédigeant ces deux textes, MM. Hull et Capper ont entendu viser le Japon qui, pour mener à bout l'action militaire qu'il a entreprise à Changhaï et en Mandchourie, a besoin de fournitures et de crédits dont, jusqu'à présent, ni les Américains, ni d'autres pays ne lui ont refusé l'octroi.

ENTRE NOUS

Les réunions de notre Cercle d'Etudes d'Alger

Nous avons annoncé dans notre précédent numéro que nos lecteurs d'Alger avaient constitué leur « Cercle d'Etudes des lecteurs de la R.P. ». Celui-ci a tenu déjà plusieurs réunions. Deux séances, le 24 février et le 2 mars, ont été consacrées au « problème de la paix ».

S'appuyant sur l'expérience de deux meetings en faveur de la paix récemment organisés à Alger par des associations pacifistes bourgeoises dans les deux plus grandes salles de la ville et qui eurent un succès considérable, notamment auprès de la population ouvrière, (5.000 auditeurs à l'une d'elles), le camarade Lemedioni exposa que le problème de la paix était, à l'heure actuelle, celui qui passionnait le plus les « masses », qu'on était donc sûr de trouver celles-ci si on parlait de la paix. Cependant il ne devait point leur en être parlé sous le couvert d'organisations politiques, ainsi que le montrait l'insuccès d'une troisième réunion pacifiste qui avait été organisée également à Alger, mais par le parti socialiste. En conséquence Lemedioni proposait la fondation d'une section algéroise de la « Ligue des Combattants de la Paix », la plus avancée des organisations pacifistes capable de contrebalancer l'influence des organisations pacifistes bourgeoises.

Sur ce thème une abondante discussion eut lieu où fut examinée, d'une part si ce ne serait pas une source de confusion que de mener une action spéciale contre la guerre, indépendamment de la lutte contre le capitalisme, « source de toutes les guerres », et où, d'autre part, furent passés en revue les différents moyens de lutter contre la guerre, notamment ceux préconisés par les « objecteurs de conscience. »

Il semble que la discussion sur ces différents points n'ait point été épuisée, et qu'elle est appelée à rebondir au cours des prochaines réunions de nos camarades.

LA « R. P. » BI-MENSUELLE

Ainsi que nous l'avons annoncé le mois dernier, nous reprenons avec ce numéro notre parution bimensuelle. Nous paraîtrons sur 16 pages, le 10 et le 25 du mois, afin que le numéro parvienne, même à nos plus lointains abonnés, avant le 15 et avant le 30. De cette manière nous pourrons suivre de plus près l'actualité syndicale et révolutionnaire.

Notre prix d'abonnement reste le même, bien que deux numéros de 16 pages nous coûtent sensiblement plus cher qu'un seul de 32 ; nous pensons cependant pouvoir tenir le coup, mais à condition que nos abonnés nous maintiennent énergiquement leur concours : par leurs souscriptions, par leurs abonnements, et **surtout en nous procurant de nouveaux abonnés.** Plus légers, nos numéros seront d'une lecture plus facile ; nous devons donc pouvoir considérablement augmenter le nombre de nos abonnés, si tous ceux qui jugent notre œuvre utile ou intéressante, le veulent.

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
CRUVÈS ET CIE - CANNES

Téléphone
Combat 08.02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

VIENT DE PARAITRE :

Un aspirant dictateur :

ANDRÉ TARDIEU

seconde édition revue et augmentée (20e mille)

par **Félicien CHALLAYE**

Une brochure in-16 jésus de 32 pages, prix : **1** fr.

Par 10 exemplaires : réduction de 25 % ;
Par 100 exemplaires : réduction de 30 % ;
Par 1000 exemplaires : réduction de 40 %.

Elle doit être dans toutes les mains.

— Envoi franco par la **Librairie du Travail,** 17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS (10e). —

POUR ETRE EN GARDE CONTRE LE BOURRAGE DE CRANES

lisez :

"...l'Abominable Vénalité de la Presse"

A. RAFFALOVITCH
Conseiller secret du Ministère des Finances

D'APRES LES DOCUMENTS DES ARCHIVES RUSSES

Un volume de 450 pages ..... Prix : **25 fr.**

qui vient d'être édité par la
LIBRAIRIE DU TRAVAIL

17, rue de Sambre et Meuse, Paris (10e). Chèque postal : Paris 43-08

Celui qui confond « COMMUNISME » et « BOLCHEVISME »

N'A PAS LU :

REPONSE A LENINE (1920)

SUR LA

"MALADIE INFANTILE DU COMMUNISME"

par Hermann GORTER

UNE BROCHURE QUI FAIT RÉFLECHIR :

LES BOLCHEVISTES

« L'ultra-gauche classique est la négation progressive et généralisée de toute la **tactique** révolutionnaire : utilisation de la tribune des parlements bourgeois, bloc du prolétariat avec d'autres classes, lutte nationale, front unique et lutte pour les revendications immédiates, en dernière analyse de toute forme d'organisation, syndicale puis politique (voir par exemple Herman Gorter: Réponse à Lénine).

« ...La déviation ultra-gauche, sous ses diverses formes, avec ses différentes nuances qui marquent des points de fixation dans la négation de la tactique révolutionnaire, est née en partie d'une réaction saine de la classe ouvrière contre l'opportunisme. En Italie, en Allemagne, en Angleterre, elle a été une forme spontanée de la protestation des ouvriers révolutionnaires contre le parlementarisme social-démocrate, le syndicalisme d'état, la trahison socialiste, etc... chez des camarades hypnotisés par les buts stratégiques du communisme au point de méconnaître la tactique de la révolution. »

THESES SUR LA TACTIQUE
(Bulletin de la Gauche Communiste)
(15 juin 1931)

***

« Je me souviens qu'à l'un des premiers congrès de l'Internationale Communiste, Lénine fit éditer spécialement et remettre à chacun des délégués pour qu'ils s'en instruisissent un écrit de Herman Gorter, chef intellecuel du Parti Communiste ouvrier allemand, où la IIIe Internationale était vivement critiquée. Mais c'était l'époque du Léninisme. »

Henri GUILBEAUX.
(**Les Humbles**, février 1932).

LES ANARCHISTES

« C'est la traduction française — bien tardive — de la **Lettre ouverte au camarade Lénine,** publiée par H. Gorter, en langue allemande, en 1920.

« La « Lettre » est intéressante. Son auteur appartient à « l'**ultra-gauche** » communiste (opposition ouvrière). Il y critique violemment la fameuse brochure de Lénine parue en 1920 sous le titre : **L'Extrémisme, maladie infantile du Communisme.**

« En rééditant la « Lettre » en 1930, les « Groupes Ouvriers Communistes » français, dans leur préface, ont bien raison de qualifier « la pointe de cette brochure » (de Lénine) de **contre révolutionnaire.**

...« A notre avis, Lénine était devenu contre révolutionnaire **longtemps avant 1920.** Le premier coup très grave porté à la révolution par Lénine en sa qualité de chef du gouvernement (notons en passant qu'en cette qualité il se plaçait **déjà** de l'autre côté de la barricade) fut **la paix conclue avec l'impérialisme allemand,** en février 1918.

...« C'est alors — nous en sommes sûrs — que la grande lumière de la révolution russe « s'éteignit pour l'univers ». Et la « vague révolutionnaire » dont nous parle la préface de la brochure et qui « ébranla l'Europe en 1920 » **ne fut rien** en comparaison de ce qu'elle **aurait pu être** si la contre-révolution bolchéviste ne s'était pas installée sur le trône disponible... »

VOLINE.

(**Revue Anarchiste**, février 1932).

Une forte brochure de 112 pages : 4 fr. franco.

Dépôt général : « La Laborieuse », 10, rue Emile-Jamais, Nîmes (Gard).